



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 27 JUILLET 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2333

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Tarif des annonces dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Avis est par le présent donné que par ordre en conseil, en date du 12 juillet 1901, le tarif des annonces dans la *Gazette Officielle de Québec* a été changé, et qu'à partir de cette date, les avis, documents et annonces seront insérés aux conditions suivantes :

1ère insertion : 10 cts. par ligne au lieu de 8 cts.
2e insertion : 6 cts. par ligne au lieu de 4 cts.
Toute insertion subséquente : 4 cts. par ligne au lieu de 3 cts.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province en office.
Québec, 13 juillet 1901. 2959

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 18 juillet 1901.

2953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 27th JULY, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2334

PROVINCE OF QUEBEC.

SECRETARY'S OFFICE.

Tarif of advertisements in the *Quebec Official Gazette*.

Notice is hereby given that by order in council, dated the 12th of July, 1901, the tariff of advertisements in the *Quebec Official Gazette* has been changed, and that from and after this date, the notices, documents and advertisements will be inserted on the following terms :

1st insertion : 10 cts. per line instead of 8 cts.
2nd insertion : 6 cts. per line instead of 4 cts.
Every subsequent insertion : 4 cts. per line instead of 3 cts.

By order,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary in office.
Québec, 13th July, 1901. 2960

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office,
Québec, 18th July, 1901.

2954

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 13e jour de juillet 1901, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. William McNally, marchand, coin des rues Wellington et McGill, Montréal.

Pour le district d'Ottawa.—MM. Peter Dent, cultivateur, Saint-Sixte, P. O., John Burk, cultivateur, de Burk's Corner, P. O., James McKensie, sr., cultivateur, Burk's Corner, dans le canton Lochaber, comté de Labelle. 3015

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 2 juillet 1901, de nommer M. Zotique Gautron Larochelle, étudiant en droit de la cité de Montréal, député protonotaire au greffe des tutelles dans le palais de justice du district de Montréal, et M. Francis Archambeault, de la cité de Montréal, chef de police du revenu de la province, pour le district de Montréal. 3017

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 13 juillet, de nommer M. George Villeneuve, médecin-surintendant médical de l'asile Saint-Jean de Dieu de la Longue Pointe, district de Montréal, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur toute la province.

Et Pierre Guévremont, écuyer, shérif du district de Richelieu, de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, en vertu du même article, avec juridiction sur le district de Richelieu. 3041

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 13 juillet 1901, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Joliette, MM. Siméon Boucher, fromager, et Eménil Beauséjour, cultivateur, de la paroisse de Saint-Michel des Saints, comté de Berthier.

Pour le district d'Arthabaska : MM. Napoléon Tanguay, forgeron ; Petrus Hébert, maître charpentier, et Albert Gagnon, cordonnier, tous trois de Thetford Mines, comté de Mégantic. 3039

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que dans
Proc.-Géné. } et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de Sa feue Majesté la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que le Lieutenant Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation,

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th of July, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Mr. William McNally, merchant, corner of Wellington and McGill streets, Montreal.

For the district of Ottawa.—Messrs. Peter Dent, farmer, Saint Sixte, P. O., John Burk, farmer, Burk's Corner, P. O., James McKensie, sr., farmer, Burk's Corner, in the township of Lochaber, county of Labelle. 3016

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 2nd of July, 1901, to appoint Mr. Zotique Gautron Larochelle, student at law, of the city of Montreal, deputy prothonotary at the office of the archives (tutorships) in the court house, of the district of Montreal, and Mr. Francis Archambeault, of the city of Montreal, chief of the provincial revenue police, for the district of Montreal. 3018

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th July, 1901, to appoint Mr. George Villeneuve, medical superintendent of the asylum of Saint Jean de Dieu de la Longue Pointe, district of Montreal, a justice of the peace, in virtue of the provisions of article 2572 of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the entire province.

And Pierre Guevremont, esquire, sheriff of the district of Richelieu, of the city of Sorel, in the county of Richelieu, in virtue of the same article, with jurisdiction over the district of Richelieu. 3042

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th of July instant, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Joliette, Messrs Siméon Boucher, cheese maker, and Eménil Beauséjour, farmer, of the parish of Saint Michel des Saints, county of Berthier.

For the district of Arthabaska : Messrs Napoléon Tanguay, blacksmith ; Petrus Hébert, master carpenter, and Albert Gagnon, shoemaker, all three of Thetford Mines, county of Mégantic. 3040

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS, in and
Atty. Gén. } by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the

sous le grand Sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établis, et en fixer les tenants et aboutissants ; " ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de MASKINONGE, dans le district des TROIS-RIVIERES, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton d'ANGOULEME ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation Royale, établissons en un canton, sous le nom de canton d'ANGOULEME, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de MASKINONGE, dans le dit district des TROIS-RIVIERES, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit dans et par le rapport de l'honorable Simon N. Parent, Notre Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Au nord-ouest par les terres vacantes de la Couronne, au sud-est par le canton de Peterborough, au nord-est par le canton Chapleau, et au sud-ouest par les cantons de Gauthier et de Courcelles, et ses limites sont comme suit, savoir :

Partant du coin nord du dit canton de Peterborough, qui est aussi le coin sud du dit canton Chapleau et le coin ouest du dit canton Decalonne, la limite sud-ouest du dit canton Chapleau, dont la direction est nord quarante-cinq degrés ouest vrai, ou environ et la longueur six cent soixante et seize chaînes et quinze chaînons (676.15), plus ou moins, jusqu'au coin ouest du dit canton Chapleau ; de là, une ligne menée dans la direction sud quarante-cinq degrés ouest vrai, sur une longueur de cinq cent quarante (540) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rencontre de la ligne extérieure nord-est du dit canton de Courcelles ; de là, dans la direction sud quarante-cinq degrés est vrai, ou environ, la dite ligne extérieure nord-est du canton de Courcelles, puis celle du dit canton de Gauthier, sur une longueur totale de six cent soixante et seize chaînes et quinze chaînons (676.15), plus ou moins, jusqu'au coin est du dit canton de Gauthier, sur l'arrière-ligne du canton Peterborough ; de là, enfin cette arrière-ligne, dont la direction est nord quarante-cinq degrés est vrai, ou à peu près, sur une largeur de cinq cent quarante (540) chaînes, plus ou moins, c'est-à-dire jusqu'au point de départ, le dit coin nord du canton Peterborough.

Le canton d'Angouleme a une superficie d'environ trente-six mille cinq cents (36,500) acres, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département de la Colonisation et des Mines.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le DOUZIEME jour du mois d'AOUT prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit DOUZIEME jour du mois d'AOUT prochain, un canton sous le nom du canton d'ANGOULEME, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom du canton d'ANGOULEME, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présents pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ; " AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of MASKINONGE, in the district of THREE RIVERS, in Our Province of Quebec, into a township under the name of township of ANGOULEME ;

THEREFORE, under the authority of the aforesaid act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, we do constitute into a township under the name of the township of ANGOULEME, the said extent of Our wild lands situate and being in the said county of MASKINONGE, in the said district of THREE RIVERS, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Simon N. Parent, our Minister of Lands, Mines and Fisheries, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

On the north west by the waste lots of the Crown, on the south east by the township of Peterborough, on the north east by the township Chapleau, and on the south west by the townships of Gauthier and of Courcelles, and its limits are as follows, to wit :

Starting from the north corner of the aforesaid township Chapleau and the west corner of the said township Decalonne, the south west limit of the said township Chapleau, whose direction is north forty-five degrees due west, or thereabouts and the length six hundred and seventy-six chains and fifteen links (676.15), more or less, to the west corner of the aforesaid township Chapleau ; from thence, a line drawn in the south west direction forty-five degrees due west, by a length of five hundred and forty (540) chains, more or less, until it meets the north east exterior line of the said township of Courcelles ; from thence, in the south direction forty-five degrees due east, or thereabouts, the said north east exterior line of the township of Courcelles, then that of the said township of Gauthier, by a total length of six hundred and seventy-six chains and fifteen links (676.15), more or less, to the east corner of the said township of Gauthier, on the rear line of the township Peterborough ; from thence, lastly, this rear line, whose direction is north forty-five degrees due east, or nearly, by a length of five hundred and forty (540) chains, more or less, namely, to the starting point.

The township of Angouleme has an area of about thirty-six thousand five hundred (36,500) acres.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said Act, We do by these presents declare and ordain that the TWELFTH day of the month of AUGUST next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said TWELFTH day of the month of AUGUST next, a township under the name of the township of ANGOULEME, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township, under the name of township of ANGOULEME, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite province de Québec.

▲ Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

3043

Canada
Province de }
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

▲ Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et l vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

▲ Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce HUITIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1853

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

3044

Canada,
Province of }
Quebec }

L. A. JETTE

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of JULY one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you are to be present and appear

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAITH NOT

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this EIGHTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery

1854

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du treizième jour de juillet 1901, incorporant Frédéric Lapointe, marchand de meubles; Léonidas Charlebois, gérant; Fabien Guibord, comptable; Adélaré Paré, comptable, et Romulus Camille Piuze, commis, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes, savoir: fabriquer tous les objets ou ustensiles propres à l'usage ou à l'ameublement des maisons d'habitation, magasins, hôtels, bureaux, écoles, théâtres et églises, les objets de fantaisie ou de bijouterie, les voitures d'enfants, les voitures ou chaises de malades ou d'infirmités, faire le commerce de tous ces articles, les louer ou les échanger pour d'autres objets du même genre ou pour des immeubles, et en général faire le commerce de grands magasins, (departmental stores); posséder des immeubles d'une valeur annuelle n'excédant pas vingt mille dollars, sous le nom de "La Compagnie F. Lapointe" "The F. Lapointe Company", avec un fonds social de cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$190,000), divisé en dix-neuf mille actions (19,000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-huitième jour de juillet 1901.

JOS. DUMONT,

3013 Sous secrétaire de la province, en office.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 19e jour de juillet 1901, incorporant Henry W. Mulvena, magistrat de district; John H. Walsh, gérant de trafic de chemin de fer; Arthur H. Anderson, agent acheteur de chemin de fer; John Mulvena, cultivateur; Thomas D. Walsh, agent de chemin de fer, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, province de Québec, et John W. McGeary, agent, de la cité de Burlington, dans l'Etat du Vermont, un des états unis d'Amérique, dans les buts suivants, à savoir:

(a) D'acquérir, par achat ou par bail, des propriétés contenant de l'asbeste et autres propriétés nécessaires ou utiles pour la mise en opération de la dite compagnie, acheter et vendre de l'asbeste, manufacturer de l'asbeste et des articles en asbeste, faire en général les affaires de mines d'asbeste et de manufacture, et de faire toutes choses nécessaires et en rapport aux dites affaires;

(b) Prendre, acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre ou céder tout stock ou actions dans toute compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à la dite compagnie, et en disposer;

(c) Emprunter sur débetures ou autrement, hypothéquer, aliéner les biens de la compagnie en tout ou en partie, et en acquérir d'autres pour les remplacer, ou en disposer autrement, sous le nom de "The Quebec Asbestos Company," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille actions (1000) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce 20e jour de juillet 1901.

ADELARD TURGEON,

3019 Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 18e jour de juillet 1901, incorporant lieutenant-colonel Malcolm B. McAulay, commerçant de bois, de la ville de Scotstown, dans le comté de Compton; Paul Bernard Keens, commerçant de bois, du village d'Agnès, dans les comté et district de Beauce; Alphonse B. Gendreau, officier de douane,

Government Notices

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1901, incorporating Frédéric Lapointe, furniture dealer, Léonidas Charlebois, manager; Fabien Guibord, accountant; Adélaré Paré, accountant, and Romulus Camille Piuze, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, namely: to manufacture all articles and utensils suitable for the use and furnishing of residential houses, stores, hotels, offices, schools, theatres and churches, jewelry and fancy articles, baby and invalid chairs or carriages, and deal in all the above articles, rent or exchange them for similar articles or for immovables, and in general carrying on such business as carried on in departmental stores; hold immovable property of an annual value not exceeding twenty thousand dollars, by the name of "La Compagnie F. Lapointe", "The F. Lapointe Company", with a capital stock of one hundred and ninety thousand dollars (\$190,000), divided into nineteen thousand (19,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this eighteenth day of July, 1901.

JOS. DUMONT,

3014 Deputy provincial secretary, in office.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1901, incorporating Henry W. Mulvena, district magistrate; John H. Walsh, railway traffic manager; Arthur H. Anderson, railway purchasing agent; John Mulvena, farmer; Thomas D. Walsh, railway agent, all of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, province of Quebec, and John W. McGeary, of the city of Burlington, in the State of Vermont, one of the united states of America, agent, for the following purposes, viz:

(a) To acquire, by purchase or lease, asbestos properties and other properties needed or useful for carrying on operations of said company, buy and sell asbestos, manufacture asbestos and asbestos goods, do a general asbestos mining and manufacturing business, and do all that is necessary and is incidental to carry out the said business;

(b) To take, buy, acquire, hold, transfer, sell, dispose of, or assign any stock or shares in any company having in whole or in part objects similar to said company;

(c) To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the property of the company wholly or partly, and to acquire others to replace them, under the name of "The Quebec Asbestos Company" with a total capital stock of one hundred thousand dollars \$100,000, divided into one thousand shares (1000) of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this 20th day of July, 1901.

ADELARD TURGEON,

3020 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1901, incorporating Lieutenant-colonel Malcolm B. McAulay, lumber dealer, of the town of Scotstown, in the county of Compton; Paul Bernard Keens, lumber dealer, of the village of Agnès, in the county and district of Beauce; Alphonse B. Gendreau, custom officer, of the said

du dit village de Mégantic; Fred. Talbot, commis-voyageur, de la ville de Sherbrooke, P. Q., et Thomas Hope Churchill, commis-voyageur, de la ville de Truro, Nouvelle-Ecosse, pour les fins suivantes, savoir :

(a) Manufacturer et vendre les matériaux requis pour les bâtisses, les meubles de toutes sortes en bois, en fer et en cuivre, y compris les sommiers en fils de fer, les montures de sommiers et tous autres articles d'ameublement et plus spécialement les couchettes d'enfants ;

(b) Acheter, louer ou autrement acquérir, de construire, outiller ou opérer un ou des moulins ou manufactures pour y manufacturer des matériaux de construction et des meubles de toutes sortes tel que plus haut expliqué ;

(c) Acheter, louer ou autrement acquérir du bois, des limites à bois ou des droits de coupes de bois et de les exploiter ;

(d) Acheter, louer ou autrement acquérir des terrains, maisons et autres biens immobiliers ;

(e) Acheter, louer et exploiter un ou des pouvoirs mus par l'eau, la vapeur ou l'électricité ;

(f) Faire toutes transactions quelconques pour les fins de ses opérations, sous le nom de "The Lake Megantic Furniture Company", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en deux mille actions (2000) de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de juillet 1901.

3021

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 17^e jour de juillet 1901, incorporant Benjamin Spedding, marchand de fer en gros, Montréal ; H. Schethene, notaire, Montréal ; Ralph C. Thorneloe, marchand à commission, Montréal ; E. H. Gray, gérant, Saint Paul, P. Q. ; Chas. O. Clark, manufacturier de cloches, Saint-Paul, P. Q. ; F. Fowler, marchand de fromage, Montréal ; F. W. Fairman, manufacturier de fils métalliques, Montréal, dans les buts suivants, à savoir : de faire, manufacturer et vendre des rateliers, sous le nom de "The Quebec Combination Rack Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000), divisé en deux cent cinquante actions (250) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de juillet 1901.

3023

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 18^{ième} jour de juillet 1901, incorporant J. Ovila Maranda, marchand ; Aimé E. Vary, médecin ; Joseph Papillon, tailleur ; J. Albert Jacques, marchand ; Aldéric Mogé, menuisier ; Ephrem Lacouture, sellier ; Vital Ladébauche, fondeur, et J. Ernest Maranda, marchand, tous de la ville de Saint-Ours susdite, pour les fins suivantes, savoir : l'encouragement de l'éducation, la récréation, l'amusement et l'amélioration des relations sociales de ses membres, sous le nom de "Le Club Saint-Ours", avec un fonds social de deux mille piastres (\$2,000), divisé en deux cents actions (200) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de juillet 1901.

3025

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

village of Megantic; Fred. Talbot, commercial traveller, of the city of Sherbrooke, and Thomas Hope Churchill, commercial traveller, of the city of Truro, Nova Scotia, for the following purposes, namely :

(a) To carry on business as wholesale and retail dealers and manufacturers of building material, furniture of all kinds of wood, iron and brass, including wire mattresses, mattress frames and other articles of utility and more specially children's cribs ;

(b) To buy, let or otherwise acquire, to erect, equip and operate one or more mills or factories for the manufacturing of building material and furnitures of all kinds as above stated ;

(c) To buy, let or otherwise acquire timber, timber limits or rights to cut timber on limits and operate the same ;

(d) To buy, let or otherwise acquire grounds, buildings or other immovables ;

(e) To buy, let or operate one or more water, steam or electric power ;

(f) To make all transactions whatever for the purpose of their operations, by the name of "The Lake Megantic Furniture Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into two thousand shares (2000) of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of July, 1901.

3022

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1901, incorporating Benjamin Spedding, wholesale iron merchant, Montreal ; H. Schethene, notary, Montreal ; Ralph C. Thorneloe, commission merchant, Montreal ; E. H. Gray, manager, Saint Paul, P. Q. ; Chas. O. Clark, bell manufacturer, Saint Paul, P. Q. ; F. Fowler, cheese merchant, Montreal ; F. W. Fairman, wire manufacturer, Montreal, for the following purposes, viz : to make, manufacture and sell racks, under the name of "The Quebec Combination Rack Company," with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into two hundred and fifty shares (250) of one hundred dollars each (\$100).

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of July, 1901.

3024

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies Incorporation Act" letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the 18th day of the month of July, 1901, incorporating J. Ovila Maranda, merchant ; Aimé E. Vary, physician ; Joseph Papillon, tailor ; J. Albert Jacques, merchant ; Aldéric Mogé, joiner ; Ephrem Lacouture, sadler ; Vital Ladébauche, founder, and J. Ernest Maranda, merchant, all of the town of Saint Ours aforesaid, for the following purposes, namely : the encouragement of education, recreation and the improvement of the social relations of its members, by the name of "Le Club Saint Ours," with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000), divided into two hundred shares (200) of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of July, 1901.

3026

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7119.

Suffolk.

Lot 39, du 6e rang, à Timothé Bisson.
Adj. 7120.

Addington.

Lot 48, du 9e rang, à Narcisse Bélanger.
E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 24 juillet 1901.

3055

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 23 juillet 1901.

Présent : Le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Marston Sud, dans le comté de Compton, le quatrième jour d'avril 1901, a fait voir à Son Honneur le lieutenant gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Marston-Sud, dans le comté de Compton, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

3035

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

No 1217.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 23 juillet courant, 1901, de détacher de la municipalité de Saint-Donat, comté de Rimouski, les lots suivants du cadastre, savoir : Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6, du IVe rang de Saint-Donat, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Joseph de Lepage, comté de Matane.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

3037

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 25 juillet 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 courant, d'autoriser, en faveur de Joseph Onésime Paré, notaire public, de la Baie Saint-Paul, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Téléphore Fortin, en conformité des dispositions du code du notariat.

3077

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7119.

Suffolk.

Lot 39, in 6th range, to Timothé Bisson.
Adj. 7120.

Addington.

Lot 48, in 9th range, to Narcisse Bélanger.
E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 24th July, 1901.

3056

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Québec, 23rd July, 1901.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Marston South, in the county of Compton, on the fourth day of April, 1901, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by-law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Marston South, in the county of Compton, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

3036

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

No. 1217.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd July instant, 1901, to detach from the municipality of Saint Donat, county of Rimouski, the following cadastral lots, namely : Nos. 1, 2, 3, 4, 5 and 6, of the IVth range of Saint Donat, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Joseph de Lepage, county of Matane.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1902.

3038

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

Québec, 25th July, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd instant, to authorize, in favor of Joseph Onésime Paré, notary public, of Saint Paul's Bay, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Téléphore Fortin, notary public, pursuant to the provisions of the notarial code.

3078

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 25 juillet 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 courant, d'autoriser en faveur de Antoine Raoul Leduc, notaire public, du village d'Ormstown, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Eugène Fontaine, en conformité des dispositions du code du notariat.

3079

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

No 1644.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-huitième jour d'août prochain 1901, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

Québec, 13 juillet 1901.

PAUL DE CAZES,
Secrétaire.
2867-3

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 23 septembre 1901, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
4 juillet 1901.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

2827

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 25th July, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd instant, to authorize, in favor of Antoine Raoul Leduc, notary public, of the village of Ormstown, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Eugène Fontaine, notary, pursuant to the provisions of the notarial code.

3080

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

No. 1644.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction, to examine candidates for the office of schools inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty-eight day of August next, 1901, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

Québec, 13th July, 1901.

PAUL DE CAZES,
Secretary.
2868

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 23rd September, 1901, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
4th July, 1901.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

2828

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, proper y within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clear and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis de péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation de bill déposent au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts ou déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2329

G. C. L.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2330

C. L. O.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le recarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-levés et les dimensions de ce pont-levés.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act. — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing

stante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'imprimeur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit combiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexé.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en se référant, dans chaque cas particulier, la clause ou statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront renvoyés par ceux qui en demanderont la passage et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terrains, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LOTBINIÈRE.

Aux citoyens et habitants de la municipalité locale de la paroisse Saint-Jean Deschaillons, et de la municipalité du village de Deschaillons.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, par moi, soussigné, Louis Lemay, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Lotbinière, résidant en la paroisse Sainte-Croix :

Que le dit conseil, à sa session générale, tenue le douzième jour du mois de juin dernier 1901, a passé à l'unanimité, une résolution ayant pour objet, d'adjoindre au village de Deschaillons, pour les fins municipales, cette partie du territoire de la municipalité de la paroisse Saint-Jean Deschaillons, qui reste encore, depuis l'érection religieuse civile et municipale, de la paroisse Saint-Jacques de Parisville.

Laquelle résolution ainsi passée, à la réquisition et requête d'un grand nombre d'intéressés, se lit comme suit :

En conséquence, M. Paquet, appuyé par M. Parrot, propose :

Que les conclusions de la dite requête soient accordées, à toutes fins que de droit ; et qu'à l'avenir, le reste du territoire faisant ci-devant partie du territoire de la dite municipalité de la paroisse Saint-Jean Deschaillons, fera partie à l'avenir de la municipalité du village de Deschaillons, sitôt que la présente résolution sera approuvée par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en conseil, et qu'elle aura été après cette approbation, publiée par deux insertions, dans la *Gazette Officielle* de la province de Québec, dans un ou deux papiers nouvelles, et par un avis public donné suivant la loi municipale, dans les quinze jours qui suivront la réception de la dite approbation ; et que les frais soient taxés à la somme de cinq piastres et vingt-cinq centins.

Adopté.

(Signé), JOSEPH LARUE,
Préfet.

LS. LEMAY,
Secrétaire-Trésorier.

Certifiée conforme à l'original.

La dite résolution a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par un arrêté en date du treize juillet courant.

LS. LEMAY,
Secrétaire-trésorier.

Sainte-Croix, 19 juillet 1901. 3007

Par ordre des directeurs de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, une assemblée spéciale générale des actionnaires de la dite compagnie est par le présent convoquée au principal bureau de la compagnie, 185, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, mardi, le 20^e jour d'août prochain 1901, à midi, dans le but d'autoriser les directeurs à émettre tous les bons ou débetures ou partie d'iceux que la compagnie est autorisée à émettre en vertu de son acte d'incorporation et ses amendements, et la garantie d'iceux par l'exécution d'un acte d'hypothèque aux fidéi commissaires sur toute la propriété, actif, rentes et revenus de la compagnie, présent ou futur, ou en autant que la dite assemblée peut décider. Aussi dans le but d'autoriser les directeurs à émettre ou accorder des actions payées sur le fonds social de la dite compagnie, tel que pourvu dans sa charte, jusqu'à un montant qu'il sera jugé avantageux par la dite assemblée. Aussi dans le but d'autoriser les directeurs à louer à la compagnie du chemin de fer Grand Nord du Canada toute l'entreprise de la compagnie ou partie d'icelle. Aussi dans le but de ratifier et confirmer

Miscellaneous Notices

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LOTBINIÈRE.

To the citizens and inhabitants of the municipality of the parish of Saint Jean Deschaillons, and of the municipality of the village of Deschaillons.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, by me, the undersigned, Louis Lemay, secretary treasurer of the municipal council of the county of Lotbinière, residing in the parish of Sainte Croix :

That the said council, at its general meeting, held on the twelfth day of the month of June last, 1901, passed unanimously a resolution having for its object to annex to the village of Deschaillons, for municipal purposes, that part of the territory of the municipality of the parish of Saint Jean Deschaillons, which remains yet, after the canonical, civil and municipal erection of the parish of Saint Jacques de Parisville.

Which resolution thus passed, at the request and instance of a large number of interested parties, reads as follows :

Accordingly, Mr. Paquet, seconded by Mr. Parrot, proposes :

That the conclusions of the said petition be granted, to all legal intents and purposes, and that, in future, the remainder of the territory forming heretofore part of the territory of the said municipality of the parish of Saint Jean Deschaillons, shall henceforth form part of the municipality of the village of Deschaillons, as soon as the present resolution shall be approved by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in council, and shall, after the said approval, have been published, by two insertions, in the *Official Gazette* of the province of Quebec, in one or two newspapers, and by a public notice given according to the municipal law, within the fifteen days following the receipt of the said approval ; and that the costs be taxed at the sum of five dollars and twenty-five cents.

Carried.

(Signed) JOSEPH LARUE,
Warden.

LS. LEMAY,
Secretary Treasurer.

Certified as conformable to the original.

The said resolution has been approved by the Lieutenant Governor in council, by order in council, dated the thirteenth of July instant.

LS. LEMAY,
Secretary treasurer.

Sainte Croix, 19th July, 1901. 3008

By order of the directors of the Chateauguay and Northern Railway Company, a special general meeting of the shareholders of said company is hereby called to take place at the company's head office, 185, Saint James street, in the city of Montreal, on Tuesday, the 20th day of August next, 1901, at twelve o'clock noon, for the purpose of authorizing the directors to issue all or part of the bonds or debentures which the company is empowered to issue under its act of incorporation and amendments thereto, and the securing of the same by the execution of a mortgage deed to trustees upon the whole of the property, assets, rents and revenues of the company, present or future, or so much thereof as the said meeting may decide. Also for the purpose of authorizing the directors to issue and allot paid up shares in the capital stock of said company, as provided for in its charter, to such an amount as shall be deemed expedient by the said meeting. Also for the purpose of authorizing the director to lease to the Great Northern Railway Company of Canada the whole, or part, of the company's undertaking. Also for the purpose

tous actes, contrats, conventions ou obligations passés par la compagnie ayant rapport aux dites affaires. Et dans le but de faire ou autoriser tous tels autres actes qui peuvent être jugés à propos de faire ou autoriser par la dite compagnie en rapport aux dites affaires.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire
3009

Montréal, 15 juillet 1901.

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 292.

Dame Virginie Blondin, de la paroisse de Sainte-Scholastique, dit district, épouse commune en biens de Dieudonné Boucher, cultivateur, du même lieu, et la dite Virginie Blondin, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse

vs.

Dieudonné Boucher, cultivateur, du dit lieu de Sainte-Scholastique, dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de juillet mil neuf cent un.

J. A. ETHIER,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 11 juillet 1901. 2969-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2407.

Dame Marie-Louise Martel a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Arcade Carreau, commis marchand, de Montréal.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 7 mai 1901. 2985-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1623.

Dame Elisabeth Latreille a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Antoine Roy, gentilhomme, de Montréal.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1901. 2987-2

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 58.

Malvina Poudrette, de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, épouse d'André Bourgeois, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit André Bourgeois, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 2 juillet 1901. 2907-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1559.

Dame Caroline (alias Carrie), Wheatly Shearer Nicholson, de la cité et du district de Montréal, épouse de William Whitehead, ci-devant du même lieu, pharmacien, maintenant résidant à Winnipeg, dans la province de Manitoba,
Demanderesse ;

vs.

Le dit William Whitehead, Défendeur.
Une action et demande en séparation des biens en cette cause a été instituée par la demanderesse.

McGOUN & ENGLAND,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 2 juillet 1901. 2841-4

of ratifying and confirming all deeds, contracts, agreements or obligations executed by the company having reference to said matters. And for the purpose of doing or authorizing all such other acts as may be considered advisable to be done or authorized by the said meeting in respect of said matters.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.
3010

Montreal, 15th July, 1901.

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 292.

Dame Virginie Blondin, of the parish of Sainte-Scholastique, said district, wife common as to property of Dieudonné Boucher, farmer, of the same place, and the said Virginie Blondin, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs.

Dieudonné Boucher, farmer, of the said place Sainte-Scholastique, said district, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the eleventh day of July, one thousand nine hundred and one.

J. A. C. ETHIER,
Attorney for plaintiff.
Sainte-Scholastique, 11th July, 1901. 2970

Province of Quebec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 2407.

Dame Marie Louise Martel has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Arcade Carreau, of Montreal, clerk.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th May, 1901. 2986

Province of Quebec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 1623.

Dame Elisabeth Latreille has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Antoine Roy, of Montreal, gentleman.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1901. 2988

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 58.

Malvina Poudrette, of the city of Saint-Hyacinth, district of Saint-Hyacinth, wife of André Bourgeois, laborer, of said city, and duly authorized to ester en justice hereto,
Plaintiff ;

vs.

The said André Bourgeois, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.
Saint-Hyacinth, 2nd July, 1901. 2908

Province of Quebec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No 1559.

Dame Caroline (or Carrie) Wheatly Shearer Nicholson, of the city and district of Montreal, wife of William Whitehead, heretofore of the same place, druggist, now residing in Winnipeg, in the province of Manitoba,
Plaintiff ;

vs.

The said William Whitehead, Defendant.
An action in separation of property herein has been instituted by plaintiff.

McGOUN & ENGLAND,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd July, 1901. 2842

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les réquérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1. Le nom de la Compagnie sera "The Three Rivers Gas, heating and power Company."

2. Les fins pour lesquelles une charte est demandée, sont :

(a) Manufacturer, fournir, vendre et disposer de gaz, gazoline et acétylène pour les fins de l'éclairage ou du chauffage, et autres fins auxquelles ils peuvent être appliquées ;

(b) Faire le commerce, manufacturer et rendre vendables, et vendre ou autrement disposer du charbon de bois, goudron de houille, bitume, asphalte, liqueur ammoniacale, et autres résidus provenant ou tirés des matériaux employés dans la manufacture du gaz ;

(c) Acquérir, manufacturer, construire, disposer, ériger, maintenir et exploiter toutes usines pour contenir, recevoir et purifier le gaz, la gazoline et l'acétylène, et tous autres bâtiments et usines, constructions, appareils, compteurs, tuyaux, accessoires, fournitures et machines nécessaires ou opportuns en rapport avec le dit commerce ;

(d) Acquérir par achat, permis ou autrement, et employer, louer, vendre, permettre ou autrement disposer de toute invention ou lettres patentes, ou de tout droit d'utiliser ou employer toutes inventions se rapportant à la production, manufacture ou fourniture du gaz pour l'éclairage ou le chauffage, ou tout résidu provenant de ces derniers ;

(e) Acquérir et exploiter les usines, fonds, propriété, franchises, biens et affaires de toute personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, incorporés ou non, autorisés à exploiter toute industrie comprise dans les dispositions de cet acte, ou conclure un arrangement pour telles fins ou s'y rattachant, et se charger des dettes de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village à cette fin, et acquérir, garder ou disposer du tout ou d'une partie des actions, débentures, et valeurs de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, avec lesquels la compagnie a conclu un arrangement ou passé un contrat ;

(f) Construire des fourneaux, four à charbon de bois, tramways, quais, jetées, bureaux et tous bâtiments nécessaires, et acheter, louer, construire et réparer des vaisseaux à vapeur et autres pour les fins de la compagnie ;

(g) Accorder des permis à toute personne, compagnie ou corporation municipale, les autorisant à se servir de tout brevet, permis ou droit en possession de ou appartenant à la compagnie, et d'en recevoir le paiement soit en espèces ou en obligations ou débentures ou en actions pleinement acquittées du capital-actions de toute telle autre compagnie ou corporation, et devenir pour autant un actionnaire dans toute telle compagnie ;

(h) Exercer l'industrie de manufacturiers, négociants et entrepreneurs pour la vente, l'achat et l'échange de becs de lampes à gaz, à l'huile ou de lampes électriques, et de lampes en général de toutes sortes et descriptions, ainsi que tous articles s'y rattachant, soit seuls ou en rapport avec d'autres articles et produits, ou de quelque manière que ce soit, et de toutes matières qui sont ou peuvent être employées dans la manufacture d'aucun des articles ou produits ci-haut mentionnés, et en général manufacturer, acheter, vendre, échanger et faire le commerce des dits articles, ou de chacun ou d'aucun d'eux, et de toutes matières ou substances employées ou qui peuvent être employées dans la manufacture et la production de chacun ou d'aucun des dits articles ;

(i) Emprunter ou prélever de l'argent pour toutes

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The Three Rivers Gas, heating and power Company."

2. The purposes for which incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, supply, sell and dispose of gas, gasoline and acetylene for the purposes of light or heat, and for any other purpose for which the same may be used ;

(b) To deal with, manufacture and render saleable, and sell or otherwise dispose of coke, coal-tar, pitch, asphaltum, ammoniacal liquor, and other residual products arising or to be obtained from the materials used in the manufacture of gas ;

(c) To acquire, manufacture, construct, lay, erect, maintain and operate all works for holding, receiving and purifying gas, gasoline and acetylene, and all other buildings and works, structures, apparatus, meters, pipes, appliances, fittings, supplies and machinery necessary or advisable in connection with the said business ;

(d) To acquire by purchase, license or otherwise, and use, lease, sell, license or otherwise dispose of any invention or letters patent, or any right to use, or employ any inventions in connection with the production, manufacture or supply of heating and illuminating gas or any of the residual products thereof ;

(e) To acquire and operate the works, stock, property, franchises, assets and business of any person, company, city, town, municipality or village, and whether incorporated or not, authorized to carry on any business comprised in the objects of this Act, or enter into any arrangement for such purpose or in connection therewith, and for assuming the liabilities of such person, company, city, town, municipality or village in respect thereof, and acquire, hold or dispose of the whole or any part of the shares, debentures, and securities of such person, company, city, town, municipality or village, with which the company has entered into an arrangement or contract ;

(f) To construct furnaces, coke ovens, tramways, wharves, docks, offices and all necessary buildings, and purchase, hire, build and repair steam and other vessels for the purpose of the company ;

(g) To grant licenses to any person, company or municipal corporation to use any patent, license or right held and owned by the company, and to receive payment therefor, either in cash or in bonds or debentures or in fully paid-up shares of the capital stock of any other such company or corporation, and to become to such extent a shareholder in any such company ;

(h) To carry on the business of manufacturers of dealers in, and contractors for the sale, purchase and exchange of gas, oil and electric light burners, and burners generally of all kinds and descriptions, as well as all related articles, either alone or in connection with other articles and products, or in any way whatever, and of all materials which are or may be used in the manufacture of any of the above mentioned articles or products, and generally to manufacture, buy, sell, exchange and deal in the said articles, or any or either of them, and all materials or substances used or which may be used in the manufacture and production of each or any of said articles ;

(i) To borrow or raise money for any of the pur-

les fins de la compagnie, et afin de garantir cet argent ainsi que l'intérêt, hypothéquer ou grever l'entreprise ou tout ou partie de la propriété que possède la compagnie, ou qu'elle acquerra, et créer, émettre, faire, tirer, accepter et négocier des obligations, lettre de charge, billets à ordre ou effets négociables ;

(j) Exercer toutes ou partie des industries ci-dessus comme parties principales ou comme agents pour toute autre personne, maison de commerce, association ou compagnie, et s'occuper de toutes affaires se rattachant aux objets susdits, ou propres à les atteindre.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$250,000.00, divisé en 2,500 parts de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Joseph Poupore, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; David Russell, marchand, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau-Brunswick ; Michael Patrick Davis, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; James Charles Malone, marchand, de la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec, et James H. Doody, commerçant, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick.

William Joseph Poupore, David Russell et Michael Patrick Davis seront les premiers directeurs de la dite compagnie, et sont tous trois sujets britanniques.

TOURIGNY & BUREAU,

Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 8 juillet 1901.

2893-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront par requête, au lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après, savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie est "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal".

2° Son but est de donner des représentations théâtrales et d'acheter, louer ou autrement acquérir des biens meubles et immeubles pour l'exercice du but qu'elle se propose.

3° Son siège principal : la cité de Montréal.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de trente mille dollars, divisé en trois cents actions de cent dollars chacune.

5° Les noms des requérants : François-Xavier Bilodeau, comptable ; Alexandre Boiron, gérant de théâtre ; L. Alexandre Caron, comptable ; Paul Rose, hôtelier ; Théodore Daoust, architecte.

6° Les requérants qui résident tous en Canada, et qui sont, excepté un, sujets britanniques, seront les premiers directeurs.

GONZALVE DESAULNIERS,

Procureur des requérants.

Montréal, 4 juillet 1901.

2847-4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Ottawa, } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Salomon Lalonde, marchand, de la cité de Hull, district d'Ottawa,

Débiteur insolvable ;

et

Eric Edouard Théophile Faulkner, employé au service civil, résidant dans la cité d'Ottawa, province d'Ontario, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur

poses of the company, and to secure the same and interest, to mortgage or charge the undertaking or all or any part of the property present or to be acquired of the company, and to create, issue, make, draw, accept and negotiate bonds, bills of exchange, promissory notes or negotiable instruments ;

(j) To carry out all or any part of the foregoing objects as principals or agents or in conjunction with any other person, firm, association or company, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Three Rivers, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$250,000.00, divided into 2,500 shares of \$100.00 each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Joseph Poupore, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; David Russell, merchant, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick ; Michael Patrick Davis, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; James Charles Malone, merchant, of the city of Three Rivers, in the province of Quebec, and James H. Doody, trader, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick.

William Joseph Poupore, David Russell and Michael Patrick Davis who are all british subjects, are to be the first directors of the said company.

TOURIGNY & BUREAU,

Attorneys for applicants.

Three Rivers, 8th July, 1901.

2894

Notice is hereby given that, one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named shall apply by request to the Lieutenant Governor, for patent letters constituting the applicants and all other persons who may become shareholders of the proposed company, in a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal".

2. Its object is to give theatrical representations, and to purchase, lease or acquire otherwise the moveable property or real estate for the exercise of its industry.

3. Chief place of business : the city of Montreal.

4. The proposed capital stock is thirty thousand dollars, divided into three hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names of the applicants : François Xavier Bilodeau, accountant ; Alexandre Boiron, manager of theatre ; L. Alexandre Caron, accountant ; Paul Rose, hotel keeper ; Théodore Daoust, architect.

6. The applicants who reside in Canada, and who are, except one, british subjects, will be the first directors.

GONZALVE DESAULNIERS,

Attorney for applicants.

Montreal, 4th July, 1901.

2848

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Ottawa, } Superior Court.

In the case of Salomon Lalonde, of the city of Hull, in the district of Ottawa, trader,

Insolvent ;

and

Eric Edouard Théophile Faulkner, of the city of Ottawa, province of Ontario, civil service employee, Creditor petitioner for the abandonment.

Notice is hereby given that the said insolvent

a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, en la cité de Hull, district d'Ottawa.

E. E. T. FAULKNER,
Gardien provisoire.
Hull, 17 juillet 1901. 3003

Province de Québec, }
District de Québec, } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de National Corset Manufacturer Co.,
Québec, Failli.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 12 juillet 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite aillie.

Les créanciers de la dite faillie sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.
GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 13 juillet 1901. 3001

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }
In re Mourand, Bodard & Cie., Insolubles.
Avis est par le présent donné que le 13 jour de juillet 1901, par une ordonnance de la cour, le sous-signé a été nommé curateur aux biens des dits insolubles qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

ALCIDE BODARD.

Port Daniel, Centre,
Co. Bonaventure, P. Q.
19 juillet 1901. 3011

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Louis Liptchitz,

Requérant cession ;

et

Benjamin Cohen, Insolvable.
Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette affaire, et que les collocations seront payables le 2 août prochain, au bureau de U. Martel, 103, rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières.

MARTEL & JOURDAIN,
Curateurs conjoints.

Trois-Rivières, 12 juillet 1901. 3005

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Joseph Célestin Gagnon, marchand, de Sainte-Flavie, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 18 juillet 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 juillet 1901. 3053

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de S. Popliger, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera sujet à objection au bureau du sous-signé, jusqu'à lundi, le 12e jour d'août 1901, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
rue Saint-Jacques.
Montréal, 24 juillet 1901. 3063

has, this day, made a judiciary abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the office of the protonotaire of the superior court, in the city of Hull, said district of Ottawa.

E. E. T. FAULKNER,
Provisional guardian.
Hull, 17th July, 1901. 3004

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of the National Corset Manufacturer Co., Quebec, Insolvent.
Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honorable Judge, dated the 12th July, 1901, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are requested to file their claims at my office, within thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint-Joseph street.
Quebec, 13th July, 1901. 3002

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court.*
County of Bonaventure. }

In re Mourand, Bodard & Co., Insolvents.
Notice is hereby given that on the 13th day of July, the undersigned has been appointed by order of the court, curator to the estate of the said insolvents who have made a judicial abandonment of their assets.

Claims duly attested on oath must be filed at my office within thirty days from this notice.

ALCIDE BODARD.

Port Daniel, Centre,
Co. Bonaventure, P. Q.
19th July, 1901. 3012

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re Louis Liptchitz,

Petitioner for assignment ;
and

Benjamin Cohen, Insolvent.
Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and that the claims will be payable on the 2nd day of August next, at the office of U. Martel, 103, Notre Dame street, in the city of Three Rivers.

MARTEL & JOURDAIN,
Joint curators.

Three Rivers, 12th July, 1901. 3006

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Joseph Célestin Gagnon, merchant, of Sainte-Flavie, has, on the 18th of July, 1901, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotaire's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co., Building.
Quebec, 24th July, 1901. 3054

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of S. Popliger, of Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 12th day of August, 1901, after which date the dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 24th July, 1901. 3064

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de "Au Grand Bazar," de Québec,
 marchand, Failli.
 Avis est par le présent donné que George Brown,
 faisant affaires sous la raison sociale de "Au Grand
 Bazar", a, le vingtième jour de juillet 1901, fait
 cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers
 au bureau du protonotaire de la cour supérieure du
 district de Québec.

GEO. LEFAIVRE,
 Gardien provisoire.
 Bureau de Lefavre & Taschereau,
 48, rue Saint-Pierre.
 Québec, 22 juillet 1901. 3061

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. Thomas Côté, de Chicoutimi,
 marchand, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une
 ordonnance de la cour, en date du 22e jour de juillet
 1901, les soussignés ont été nommés curateurs con-
 joints.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire
 leurs réclamations, dûment attestées sous serment,
 dans un délai de trente jours de cette date.
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Curateurs conjoints.
 Bureau : 48, rue Saint-Pierre.
 Québec, 22 juillet 1901. 3057

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de G. Daigneault & Cie, de Saint-
 Hyacinthe, marchands, Faillis.
 Avis est par le présent donné que G. Daigneault
 & Cie, ont, le vingt-deuxième jour de juillet 1901,
 fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs
 créanciers, au bureau du protonotaire de la cour
 supérieure du district de Saint-Hyacinthe.

GEO. LEFAIVRE,
 Gardien provisoire.
 Bureau de Lefavre & Taschereau,
 48, rue Saint-Pierre.
 Québec, 23 juillet 1901. 3059

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re John H. Sykes, Montréal, Insolvable.
 Un premier et dernier dividende a été préparé et
 sera payable à notre bureau, le ou après le 12 août
 1901.
 Toute contestation de tel dividende doit être
 déposée entre nos mains avant la date ci-haut
 mentionnée.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.
 Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 27 juillet 1901. 3047

Canada }
 Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 383.
 The Ames Holden Company Limited, (Montreal).
 Demanderesse ;

vs
 John D. Morrison, (Milan), Défendeur.
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a
 été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-
 tion jusqu'au douzième jour d'août 1901, après la-
 quelle date les dividendes seront payables dans
 notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.
 C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Curateurs conjoints.
 Sherbrooke, 24 juillet 1901. 3067

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 In the matter of "Au Grand Bazar," of Quebec,
 merchant, Insolvent.
 Notice is hereby given that George Brown, carry-
 ing on business under the name, style and firm of
 "Au Grand Bazar", has, on the twentieth day of
 July, 1901, made a judicial abandonment of his
 property for the benefit of his creditors, at the
 prothonotary's office of the superior court for the
 district of Quebec.

GEORGE LEFAIVRE,
 Provisional guardian.
 Office of Lefavre & Taschereau,
 48, Saint Peter street.
 Quebec, 22nd July, 1901. 306

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 In the matter of J. Thomas Côté, of Chicoutimi,
 merchant, Insolvent.
 Notice is hereby given that by order of the court,
 dated the 22nd day of July, 1901, the undersigned
 have been appointed joint curators.

Creditors of the said insolvent are required to file
 their claims, duly attested, within thirty days from
 this date.
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Joint curators.
 Office : 48, Saint Peter street.
 Quebec, 22nd July, 1901. 3058

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 In the matter of G. Daigneault & Co, of Saint
 Hyacinth, merchants, Insolvents.
 Notice is hereby given that on the twenty-second
 day of July, 1901, G. Daigneault & Cie, have made
 a judicial abandonment of their property for the
 benefit of their creditors, at the prothonotary's
 office of the superior court for the district of Saint
 Hyacinth.

GEO. LEFAIVRE,
 Provisional guardian.
 Office of Lefavre & Taschereau,
 48, Saint Peter street.
 Quebec, 23rd July, 1901. 3060

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re John H. Sykes, Montreal, Insolvent.
 A first and final dividend has been prepared and
 will be payable at our office, on or after 12th
 August, 1901.
 Any contestation of such dividend must be
 deposited with us before the date above men-
 tioned.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.
 Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 27th July, 1901. 3048

Canada }
 Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 383.
 The Ames Holden Company Limited, (Montreal),
 Plaintiffs ;

vs
 John D. Morrison, (Milan), Defendant.
 A first and final dividend sheet has been prepared
 in this matter, open to objection until the twelfth
 day of August, 1901, after which date dividends
 will be payable at our office, 125, Wellington street,
 Sherbrooke.
 C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Joint curators.
 Sherbrooke, 24th July, 1901. 3068

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de G. H. Detlefs, de Montréal,
 Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera sujet à objection au bureau du soussigné, jusqu'à lundi, le 12^e jour d'août 1901, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
 Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
 rue Saint-Jacques,
 Montréal, 24 juillet 1901. 3065

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de Xavier Savard, marchand, Saint-Félicien, Lac Saint Jean, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 d'août prochain, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 24 juillet 1901. 3051

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 Hermann H. Wolf *et al*, Demandeurs ;

vs
 Porter Conrad Importing Co., Défenderesse.

Avis est par le présent donné que la défenderesse a, les 18 et 22 juillet 1901, fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, Montréal.

FOSTER, MARTIN & ARCHIBALD,
 Procureurs des demandeurs.
 Montréal, 24 juillet 1901. 3069

Ratifications

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé devant maître A. J. A. Roberge, notaire, le 18^e jour de mars 1890, entre Thomas Kirkland, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, et Octave Dumontet, en son vivant bourgeois, du village de Laprairie, étant une vente par le dit Thomas Kirkland au dit feu Octave Dumontet, d'une terre sise et située en la paroisse de Saint-Constant, de la contenance de 120 arpents en superficie, étant de forme irrégulière et se composant des numéros 28 et 104, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Constant—avec bâtisses ci-dessus construites, et en la possession, durant les trois dernières années, de Dame Marie St-Marie, de la paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, veuve de feu Octave Dumontet, en son vivant cultivateur, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice dument nommée à Angélique Dumontet, fille mineure, issue de son mariage avec le dit Octave Dumontet, laquelle tutelle dument homologuée par cette cour, en date du 11 juin 1901, Achille Dumontet, cultivateur, aussi du même lieu, et de Rosa Dumontet, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Montréal, dit district ; et toutes personnes réclamant quelque privilège et hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par le dit feu Octave Dumontet, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 10 septembre 1901, une demande en ratification de titre ; et à moins que leur réclamation ne soient telles que le registraireur

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of G. H. Detlefs, of Montreal,
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 12th day of August, 1901, after which date the dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,
 Curator.

Bank of Toronto Chambers,
 Saint James street.
 Montreal, 24th July, 1901. 3066

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 In the matter of Xavier Savard, merchant, Saint-Félicien, Lake Saint John, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 12th August, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Delhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 24th July, 1901. 3052

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Hermann H. Wolf *et al*, Plaintiffs ;

vs
 Porter Conrad Importing Co., Defendants.

Notice is hereby given that the defendants, on the 18th and 22nd July, 1901, have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, in the office of the prothonotary of the superior court, Montreal.

FOSTER, MARTIN & ARCHIBALD,
 Attorneys for plaintiffs.
 Montreal, 24th July, 1901. 3070

Ratifications

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Montreal, a deed executed before Maître A. J. A. Roberge, notary, on the 18th day of March, 1890, between Thomas Kirkland, farmer, of the parish of Saint-Constant, and Octave Dumontet, in his lifetime gentleman, of the village of Laprairie, being a sale by the said Thomas Kirkland to the said late Octave Dumontet, of a land situate and being in the parish of Saint-Constant, containing 120 arpents in area, being of irregular shape and made up of numbers 28 and 104, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Constant—with buildings thereon erected, and possessed, during the three years now last past, as proprietor, by Dame Marie St-Marie, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, widow of the late Octave Dumontet, in his lifetime farmer, of the same place, as well personally as in her quality of tutrix duly appointed to Angélique Dumontet, minor daughter, issue of her marriage with the said Octave Dumontet, said tutorship duly homologated by this court on the 11th of June, 1901, Achille Dumontet, farmer, also of the same place, and of Rosa Dumontet, spinster, in the enjoyment of her rights, of the city of Montreal, said district ; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the deed by which the said lots were acquired by the said late Octave Dumontet, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 10th day of September, 1901, for a judgment of

est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

EDMUND BARRY,
Député-protonotaire, C. S.
PELLETIER & LÉTOURNEAU,
Avocats des requérants.
Montréal, 26 juin 1901. 2807-2
[Première publication, 6 juillet 1901].

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé devant maître F. X. N. Berthiaume, notaire, le 6e jour d'octobre 1891, entre Godefroi Boissy, alors cultivateur, de la paroisse de Saint-Bruno, de Dame Euphémie Daigneau, de la paroisse de Saint-Bruno dans le district de Montréal, alors veuve de feu F. X. Roy, étant une vente par le dit Godefroi Boissy à la dite Dame Euphémie Daigneau, d'une terre sise et située en la paroisse de Saint-Bruno, au rang Des Vingt, connue sous le No 338, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno, pour et moyennant les prix et somme de \$1000,00, et en la possession durant les trois dernières années à titre de propriétaire, de la dite Dame Euphémie Daigneau, de la paroisse de Saint-Bruno dans le district de Montréal, ci-devant veuve de feu F. X. Roy, et maintenant épouse contractuellement séparée quant aux biens de Godefroi Boissy, cultivateur, du même lieu, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par la dite Euphémie Daigneau, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 10 septembre 1901, une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur soit tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

EDMOND BARRY,
Député protonotaire C. S.
PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats du requérant.
Montréal, 28 juin 1901. 2805-2
[Première publication, 6 juillet 1901.]

Ventes par le Sheriff—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } DAME ALMA DE ST.
No 2803. } DAUBIN et vir., Demandeurs; contre les immeubles de PANCRACE MORIN, Défendeur, c'est à savoir:

1° Une terre sise et située au premier rang de la paroisse de Notre-Dame du Lac, dans le comté de Temiscouata, étant les numéros cent vingt-huit et cent vingt neuf (128 et 129), des plan et livre de

confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotaire within six days after the said day, in default of which day will be forever precluded from the right of so doing.

EDMUND BARRY,
Deputy protonotaire, S. C.
PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 26th June, 1901. 2808
[First published, 6th July, 1901].

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the protonotaire of the superior court in the district of Montreal, a deed executed before Maître F. X. N. Berthiaume, notary, on the 6th of October, 1891, between Godefroi Boissy, then farmer, of the parish of Saint Bruno, and of Dame Euphémie Daigneau, of the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, then widow of the late F. X. Roy, being a sale by the said Godefroi Boissy to the said Dame Euphémie Daigneau, of a land situate and being in the parish of Saint Bruno, the range Des Vingt, known and described as No. 338, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno, for and in consideration of the price and sum of \$1,000, and which was possessed, as proprietor, for the three years now last past, by the said Dame Euphémie Daigneau, of the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, formerly widow of the late F. X. Roy, and now wife separated as to property by marriage contract by Godefroi Boissy, in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof, and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the deed by which the said lots were acquired by the said Dame Euphémie Daigneau, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 10th day of September, 1901, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotaire, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

EDMOND BARRY,
Deputy protonotaire S. C.
PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 28th June, 1901. 2806
[First published, 6th July, 1901.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } DAME ALMA DE ST.
No. 2803. } DAUBIN et vir., Plaintiffs; against the immovables of PANCRACE MORIN, Defendant, to wit:

1. A land situate and being in the first range of the parish of Notre-Dame du Lac, in the county of Temiscouata, being the numbers one hundred and twenty-eight and one hundred and twenty-nine.

renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement faisant partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze (94), du même cadastre, contenant soixante pieds de front sur environ cent cinquante pieds de profondeur; borné à l'est au Lac Témiscouata, à l'ouest à la ligne du chemin de fer Témiscouata, au nord à Moïse Morin, et au sud à Arthur Chamberland—avec un moulin à scie et à bardeaux, tous leurs accessoires. À charge par le ou les adjudicataires des dits trois lots de payer à Moïse Morin, le père du défendeur, une rente viagère de dix piastres par an.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame du Lac Témiscouata, MERCREDI, le SEPTIEME jour d'ACU prochain, à TROIS heures de l'après-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 4 juillet 1901. 2845-2
[Première publication, 6 juillet 1901.]

(128 and 129), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish—without buildings, circumstances and dependencies.

2. A lot forming part of lot number ninety-four (94), of the same cadastre, containing sixty feet in front by about one hundred and fifty feet in depth; bounded on the east by Lake Temiscouata, on the west by the Temiscouata railway line, on the north by Moïse Morin, and on the south by Arthur Chamberland—with a saw mill and shingle mill and all their accessories. Subject to the charge upon the purchase or purchasers of the said three lots of paying to Moïse Morin, the defendant's father, a life rent of ten dollars a year.

To be sold at the church door of Notre-Dame du Lac Temiscouata, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 4th July, 1901. 2846
[First published, 6th July, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A** LEXANDRE DES-
No 146. } **A** MARTEAU, curateur,
à ce dûment autorisé sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de ABEL PREVOST, contracteur, de la paroisse de Sainte-Geneviève, district de Montréal, Failli, et Raoul Gohier, Requéran.

Trois lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, dit district, connus sous les numéros trois, quatre et cinq (3, 4 et 5), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro trois cent trente-cinq (335); bornés en front par l'avenue Papineau (chemin Papineau)—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 24 juillet 1901. 3071
[Première publication, 27 juillet 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **A** LEXANDRE DESMAR-
No. 146. } **A** TEAU, curator, hereunto
duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the estate of ABEL PREVOST, contractor, of the parish of Sainte Geneviève, district of Montreal, Insolvent, and Raoul Gohier, Petitioner.

Three lots of land situate and being in Saint Denis ward, in the city of Montreal, said district, known as numbers three, four and five (3, 4, 5), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, as number three hundred and thirty-five (335); bounded in front by Papineau avenue (Papineau road)—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 24th July, 1901. 3072
[First published, 27th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A** MBROSE L. KENT,
No 544. } **A** comptable, de la ville
de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal,
UBALDE GARAND, banquier, et JOSEPH ODILON DUPUIS, comptable, ces deux derniers de la cité et du district de Montréal, tous trois en leur qualité de liquidateurs à la Banque Ville-Marie, corps politique et incorporé et ayant ci devant fait affaires comme banque, et ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de EDWARD LICHTENHEIN, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une étendue de terre située sur la rue Peel, dans le quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, étant une partie de l'étendue non subdivisée du lot de terre connu et désigné comme lot numéro quatorze cent soixante-quinze (1475), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier; la dite étendue

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **A** MBROSE L. KENT,
No. 544. } **A** accountant, of the town
of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal,
UBALDE GARAND, banker, and JOSEPH
ODILON DUPUIS, accountant, the two latter of the city and district of Montreal, all three in their quality of liquidators to La Banque Ville Marie, a body politic and corporate, having formerly carried on business as a bank, and having its chief place of business at Montreal, said district, Plaintiffs; against the lands and tenements of EDWARD LICHTENHEIN, of the city and district of Montreal, Defendant.

A piece or parcel of land situate on Peel street, in the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, being a part of the unsubdivided portion of the lot of land known and designated as lot number fourteen hundred and seventy-five (part of 1475), on the official plan and in the book of reference of

de terre contenant quarante-neuf pieds de largeur en front et en arrière, sur cent seize pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins ; et étant bornée en front par la dite rue Peel, en arrière par une ruelle de dix-huit pieds de largeur, connue comme le lot de subdivision officielle numéro quatorze cent soixante-quinze-six (1475-6), du dit lot de terre, au côté nord-ouest par une autre partie du même lot de terre maintenant connu comme le lot de subdivision numéro quatorze cent soixante-quinze-huit (1475-8), et au côté sud-est encore par une autre partie du même lot de terre possédé par Richard Holland ou représentants—avec une maison ayant front en pierre de taille connue sous le numéro 204, rue Peel, le mur du côté nord-ouest de la dite maison est mitoyen ou en commun avec la propriété voisine de ce côté, et autres bâtisses dessus érigées, avec la fournaise, les cuves, les gazeliers qui sont dans la dite maison, aussi avec droit de passage en commun dans la dite ruelle, aller et retour.

La ligne du côté nord-ouest de la propriété ci-dessus décrite est située à une distance de cinquante pieds de la rue Burnside ; et la dite propriété est vendue sans garantie de l'exactitude des mesures spécifiées dans les susdites désignations, le plus ou le moins devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur.

Pour être vendue en mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 23 juillet 1901. [Première publication, 27 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal

Montréal, à savoir : U BALDE GARAND ET No 11546. } TANCREDE D. TERROUX, tous deux banquiers, des cité et district de Montréal, y faisant affaires comme tels en société sous les nom et raison de "Garand, Terroux & Co", Demandeurs ; contre les terres et tenements de CLEOPHAS ROUSSIN, de Acton-Vale, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Saint-Patrick, dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, (ce dit quartier étant autrefois connu sous le nom de village Saint-Gabriel), le dit terrain étant connu et désigné sous le numéro trois mille six (3006), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant quarante-cinq pieds de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure française, et plus ou moins ; borné en front par la dite rue Saint-Patrick, en arrière par le numéro trois mille un (3001), aux plan et livre de renvoi officiels susdites 'un côté au nord-est par le lot numéro trois mille ept (3007), et de l'autre côté par le lot numéro trois mille cinq (3005), tous deux aux mêmes plan et livre de renvoi officiels. A distraire, néanmoins, de ce lot une lisière de terrain mesurant six pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, à être prise et détachée à l'extrémité nord-est du dit lot le long de la ligne de division entre celui et le lot voisin portant le numéro trois mille ept (3007), à partir de la rue Saint-Patrick, cette lisière de terrain avec une autre lisière détachés du dit lot numéro trois mille sept (3007), mesurant deux pieds de largeur par la dite profondeur de cinquante pieds, formant un passage mitoyen—avec une maison portant les numéros civiques 288, 238 A, 290 et 290 A, de la dite rue Saint-Patrick, et autres bâtisses y érigées ; avec toutes les servitudes attachées au dit immeuble et notamment le droit de passage à perpétuité et en commun avec tous autres que de droit dans le passage ci-dessus mentionné, tant à pied qu'en voiture, et avec animaux, aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de

the said ward ; the said piece or parcel of land containing forty-nine feet in width in front and rear by one hundred and sixteen feet six inches in depth, english measure and more or less, and being bounded in front by Peel street aforesaid, in rear by a lane eighteen feet wide, known as the official subdivision lot number fourteen hundred and seventy five-six (1475 6), of the said lot of land, on the north west side by another part of the same lot of land now known as the subdivision lot number fourteen hundred and seventy five-eight (1475-8), and on the south east side by still another portion of the same lot of land possessed by Richard Holland or represen atives—with the cut-stone front dwelling house known as number 204, Peel street, the north west gable wall of which house is mitoyen or common with the adjoining property on that side, and other buildings thereon erected, and with the furnace, wash tubs and gas brackets contained in said house, and with the right of ingress and egress at all times through the said lane in common.

The north west side line of the said described property is situated at a distance of fifty feet from Burnside street ; and the said property is sold without any warranty of the correctness of the measurements specified in the above description thereof, any excess or deficiency therein being to the profit or loss of the buyer.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 23rd July, 1901. [First published, 27th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } U BALDE GARAND AND No. 11546. } TANCREDE D. TERROUX, both bankers, of the city and district of Montreal, and there carrying on business as such together in partnership under the style and firm of Garand, Terroux & Co., Plaintiffs ; against the lands and tenements of CLEOPHAS ROUSSIN, of Acton Vale, district of Saint Hyacinth, Defendant.

A lot or parcel of land situate on Saint Patrick street, in Saint Gabriel ward, of the city of Montreal, (this said ward being formerly known by the name of Saint Gabriel village), said land being known and described as number three thousand and six (3006), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing forty-five feet in width by one hundred and twenty-five feet in depth, french measure, and more or less ; bounded in front by the said Saint Patrick street, in rear by number three thousand and one (3001), on the official plan and book of reference aforesaid, on one side to the north east by lot number three thousand and seven (3007), and on the other side by lot number three thousand and five (3005), both on the same official plan and book of reference. Reserving, however, from this lot a strip of land measuring six feet in width by fifty feet in depth, english measure, to be taken and detached from the north east extremity of the said lot along the division line between it and the adjoining lot bearing the number three thousand and seven (3007), starting from Saint Patrick street, this trip of land with another strip taken off the said lot number three thousand and seven (3007), measuring two feet in width by the said depth of fifty feet, forming a common passage—with a house bearing the civic numbers 288, 228A, 290 and 290A, of the said Saint Patrick street, and other buildings thereon erected ; with all the servitudes attached to the said immovable and especially the right of passage forever and in common with the parties entitled thereto in the passage herein above mentioned, as well on foot as in vehicle and driving, subject to the ordinary charges of repair.

To be sold at my office, in the city of Montreal.

Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 23 juillet 1901.
[Première publication, 27 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**
No 2999. } **COMPANY OF CANADA**

DA, corporation légalement constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaire pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal. Demanderesse ; contre les terres et tènements de WILFRID ROBITAILE, menuisier et entrepreneur, des cité et district de Montréal, et LES HERITIERS de feu Joseph Napoléon Couillard, en son vivant marchand, de la ville de Saint-Louis, dans le dit district de Montréal, Défendeurs ; maintenant entre les mains et possession de Ambrose L. Kent, de la dite cité de Montréal, en sa qualité de curateur nommé à la succession vacante du dit feu Joseph Napoléon Couillard, à qui une copie du jugement rendu le dix-septième jour de décembre dernier (1900), dans cette cause, a été signifiée le trentième jour de mai 1901, au dit Ambrose L. Kent.

Saisie comme appartenant et en la possession du dit Wilfrid Robitaille, une moitié indivise, et saisie comme appartenant à la succession ou héritiers du dit feu Joseph Napoléon Couillard, et en la possession du dit Ambrose L. Kent, en sa qualité susdite, l'autre moitié indivise des immeubles ci-après décrits, savoir :

1° Le lot de terre situé dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-cinq (155), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; borné en front par la rue Robin ou Sanguinet, en arrière par les lots Nos deux cent trente et un (231), deux cent trente-deux (232) et deux cent trente-trois (233), des subdivisions du lot cent trente-sept (137), des plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses sus-érigées. Sujet à un droit de passage sur cette partie du dit lot numéro cent cinquante-cinq (155), toute la profondeur d'icelui et huit pieds de largeur, joignant le lot numéro cent cinquante-six, sur les dits plan et livre de renvoi officiels, pour communiquer à la dite rue Robin ou Sanguinet, le dit passage devant exister jusqu'à ce que la ruelle publique maintenant joignant le lot numéro cent cinquante-sept soit continuée jusqu'au dit lot numéro cent cinquante-cinq (155).

2° Quatre lots de terre situés dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux cent trente, deux cent trente et un, deux cent trente-deux et deux cent trente-trois, de la subdivision officielle du lot original numéro cent trente-sept (No 137—Nos 230, 231, 232 et 233), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant une superficie de treize mille cent soixante et sept pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées ; bornés en front par l'avenue de l'Hôtel de Ville, avec le droit de passage dans et sur cette partie du lot numéro cent cinquante-cinq (155), des dits plan et livre de renvoi officiels toute la profondeur d'icelui et huit pieds de largeur joignant le lot numéro cent cinquante-six, sur les dits plan et livre de renvoi officiels pour communiquer des dits quatre lots jusqu'à la rue Sanguinet, et le dit passage devant exister jusqu'à ce que la ruelle publique joignant maintenant le lot numéro cent cinquante-sept (157) soit continuée jusqu'en arrière des dits quatre lots et jusqu'au dit lot (155) cent cinquante-cinq, et aussi avec le droit de passage dans et sur les parties en arrière des dits quatre lots jusqu'à une profondeur de huit pieds sur toute la largeur des dits quatre lots, pour l'usage et service des dits quatre

on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 23rd July, 1901.
[First published, 27th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal
Montreal, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 2999. } **COMPANY OF CANADA**

a corporation legally constituted by public act of parliament, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of WILFRID ROBITAILE, joiner and contractor, of the city and district of Montreal, and THE HEIRS of the late Joseph Napoléon Couillard, in his lifetime merchant, of the town of Saint-Louis, in the said district of Montreal, Defendants ; now in the hands and possession of Ambrose L. Kent, of the said city of Montreal, in his quality of curator appointed to the vacant succession of said late Joseph Napoléon Couillard, upon whom a copy of the judgment rendered on the seventeenth of December last (1901), in this cause, was served on the thirtieth of May, 1901, on the said Ambrose L. Kent.

Seized as belonging to and in the possession of the said Wilfrid Robitaille, one undivided half, and seized as belonging to the estate or the heirs of the said late Joseph Napoléon Couillard, and in the possession of the said Ambrose L. Kent, in his said quality, the other undivided half of the immovables hereinafter described, to wit :

1. The lot of land situate in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, known and designated under the number one hundred and fifty-five (155), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis ; bounded in front by Robin or Sanguinet street, in rear by lots Nos. two hundred and thirty-one (231), two hundred and thirty-two (232) and two hundred and thirty-three (233), of the subdivisions of the lot one hundred and thirty-seven (137), on the said official plan and book of reference—with such buildings as may be thereon erected. Subject to a right of passage over that portion of said lot number one hundred and fifty-five (155), the whole depth thereof, and eight feet in width adjoining the lot number one hundred and fifty-six, on said official plan and book of reference, to communicate to said Robin or Sanguinet street, said passage to remain until the public lane now reaching lot number one hundred and fifty-seven is continued to said lot number (155), one hundred and fifty-five.

2. Four lots of land situate in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, known and designated under the numbers two hundred and thirty, two hundred and thirty-one, two hundred and thirty-two and two hundred and thirty-three, of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-seven (No. 137—Nos. 230, 231, 232 and 233), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing a superficies of thirteen thousand one hundred and sixty-seven feet, more or less, english measure—with the buildings thereon erected ; bounded in front by City Hall avenue, with the right of passage in and over that portion of the lot number one hundred and fifty-five (155), of said official plan and book of reference the whole depth thereof and eight feet in width adjoining the lot number one hundred and fifty-six, on said official plan and book of reference to communicate from said four lots to Sanguinet street, and said passage to remain until the public lane now reaching lot number one hundred and fifty-seven (157) is continued to the rear of said four lots and to the said lot (155) one hundred and fifty-five, and also with a right of passage in and over the rear portions of said four lots to a depth of eight feet by the whole width of said four lots, for the use of and to

lots et chacun d'eux, les dits quatre lots formant qu'un seul lot de terre.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 24 juillet 1901. Shérif. 3073
[Première publication, 27 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **H**ORMIDAS BARIBEAU, No 224. } **H** industriel, de la paroisse de Saint-Paulin, comté de Maskinongé, district des Trois-Rivières; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref en cette cause, de FRANÇOIS XAVIER CARLE, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, ès-qualité de tuteur, dûment nommé à Henri Ouellette, garçon mineur, du même lieu, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur ès-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro quarante et un (41); borné en front par la rue Cadieux, et portant le numéro civique (30) trente, de la dite rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 juillet 1901. Shérif. 2771-2
[Première publication, 6 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L**A CITE DE SAINTE-MONTREAL, No 1524. } **L** CUNEGONDE DE MONTREAL, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de WILLIAM BRUNET, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, district de Montréal, et DESIRE BRUNET, absent de cette province, en des lieux inconnus, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs.

Un lopin de terre sis et situé en la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, composé du lot numéro six cent vingt (620), et de la moitié nord-est du lot numéro six cent vingt et un ($\frac{1}{2}$ N. E. 621), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Richelieu—avec les bâtisses contenant cinq logements et autres dépendances sus érigées, le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 juillet 1901. Shérif. 2799-2
[Première publication, 6 juillet 1901.]

MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **C**HARLES W. PHILLIPS, No 122. } **C** de la cité et du district de Montréal, comptable, curateur dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de HENRY S. PHILLIPS, de la cité et du district de Montréal, commerçant, faisant affaires ci-devant à Montréal avec Wm C. Phillips, qui était un associé

serve the four lots and each of them, the said four lots forming but one block of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 24th July, 1901. Sheriff. 3074
[First published, 27th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: } **H**ORMIDAS BARIBEAU, No. 224. } **H** artisan, of the parish of Saint Paulin, county of Maskinongé, district of Three Rivers; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, of FRANÇOIS XAVIER CARLE, contractor, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor duly appointed to Henri Ouellette, minor child, of the same place, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant ès-qualité, the following immovable, to wit :

A lot situate and being in Saint Louis ward, in the city of Montreal, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the said Saint-Louis ward, as number forty-one (41); bounded in front by Cadieux street, and bearing the civic number thirty (30), of the said street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 2nd July, 1901. Sheriff. 2772
[First published, 6th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE CITY OF SAINTE-MONTREAL, No. 1524. } **L** CUNEGONDE DE MONTREAL, a body politic and corporate, having its principal, business office in the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, said district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of WILLIAM BRUNET, of the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, district of Montreal, and DESIRE BRUNET, absent from this province, and of parts unknown, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants.

A lot of land situate and being in the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, in the county of Hochelaga, made up of lot number six hundred and twenty (620), and of the north east half of lot number six hundred and twenty-one (N. E. $\frac{1}{2}$ 621), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Richelieu street—with the buildings containing five dwellings and other dependencies thereon erected, the whole forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 3rd July, 1901. Sheriff. 2800
[First published, 6th July, 1901.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **C**HARLES W. PHILLIPS, No. 122. } **C** of the city and district of Montreal, accountant, curator thereto duly authorized under article 879 of the Code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of HENRY S. PHILLIPS, of the city and district of Montreal, trader, heretofore carrying on business at Montreal with Wm. C. Phillips, who

particulier, sous la raison sociale de H. S. Phillips & Cie., failli, et A. S. Birchall, requérant.

1° Un lot de terre situé dans la ville de Westmount, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, formant partie du lot numéro trois cent trente-six (336), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné comme suit: au nord-ouest par la rue Campbell, au sud-ouest par la partie du dit lot officiel, appartenant à Norman W. Trenholme ou ses représentants, au sud-est par la partie du même lot officiel, vendu par Archibald Dunbar Taylor à Robert MacKay, et au nord-est par la subdivision numéros 12A (12A), treize (13), et par une partie de la subdivision sept (7), du lot officiel numéro trois cent soixante et quatorze (374)—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

2° Six lots de terre formant un morceau de terre situé dans la ville de Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal; quatre lots connus aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, sous les numéros deux cent vingt-trois (223), deux cent vingt-quatre (224), deux cent vingt-six (226) et deux cent vingt-cinq (225); bornés en front par l'Avenue Grand-Tronc; à déduire des dits lots deux cent vingt-trois et deux cent vingt-quatre (223 et 224), de la dite terre, prise pour la rue de l'Eglise, tel que montré sur le plan de H. M. Perreault, et deux lots connus comme subdivisions huit (8) et neuf (9), du lot officiel connus sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse par le numéro deux cent cinq (205), la dite subdivision huit (8) bornée en front par la rue de l'Eglise, et la subdivision neuf (9), formant l'encoignure de la rue de l'Eglise et de la cinquième avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Quatre lots de terre situés dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, connus comme subdivisions numéros quarante-huit (48), quatre-vingt-sept (87), cent quarante (140) et cent quarante-six (146), du lot officiel connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, par le numéro quatre-vingt (80); bornés en front par la rue Moreau—sans bâtisse.

Pour être venus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau, *Shérif.*
Bureau du shérif, Montréal, 3 juillet 1901. 2801-2
[Première publication, 6 juillet 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1810. } contre HONORINE MORISSETTE, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, veuve de Magloire Paquet dit Lavallée, à savoir :

Le lot No 1543 (mille cinq cent quarante-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Bonaventure. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Révd. Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

was a special partner, under the name and style of H. S. Phillips & Co., insolvent, and A. S. Birchall, petitioner.

1. A piece of land situate in the town of Westmount, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, forming part of lot number three hundred and thirty-six (336), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded as follows: to the north west by Campbell street, to the south west by the portion of the same official lot, belonging to Norman W. Trenholme or his representatives, to the south east by the portion of the same official lot, sold by Archibald Dunbar Taylor to Robert MacKay, and to the north east by subdivision numbers twelve A (12 A), thirteen (13), and by a part of subdivision seven (7), of official lot number three hundred and seventy-four (374)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Six lots of land forming one plot of land situate in the town of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal; four lots known on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle, by the numbers two hundred and twenty-three (223), two hundred and twenty-four (224), two hundred and twenty-six (226) and two hundred and twenty-five (225); bounded in front by Grand Trunk avenue; deduction to be made from said lots two hundred and twenty-three and two hundred and twenty-four (223 and 224), of said land as is taken for Church street, as shown on the plan of H. M. Perreault, and two lots known as subdivisions eight (8) and nine (9), of the official lot known on the official plan and book of reference of the said parish by the number two hundred and five (205), the said subdivision eight (8) bounded in front by Church street, and the subdivision nine (9), forming the corner of Church street and fifth avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Four lots of land situate in the Hochelaga ward, in the city of Montreal, known as subdivision numbers forty-eight (48), eighty-seven (87), one hundred and forty (140) and one hundred and forty-six (146), of the official lot known on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, by the number eighty (80); bounded in front by Moreau street—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau, *Sheriff.*
Sheriff's Office, Montreal, 3rd July, 1901. 2802
[First published, 6th July, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1810. } against HONORINE MORISSETTE, of our city of Quebec, in our district of Quebec, widow of Magloire Paquet dit Lavallée, to wit :

Lot No. 1543 (one thousand five hundred and forty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on Saint Bonaventure street. Subject to an annual rent of \$6.00, payable on the 29th of June to the Reverend Ladies of the Hôtel Dieu de Québec—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on.

Québec, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 24 juillet 1901. 3031
[Première publication, 27 juillet 1901.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ;
No 2669. } contre NOEL TARDIF,
de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, journalier, à savoir :

Le lot No 678 (six cent soixante-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Colomb. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre aux MM. Boisseau, de Québec—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 24 juillet 1901. 3029
[Première publication, 27 juillet 1901.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ;
No 2549. } contre ANTOINE JAC-
QUES, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir :

Le lot No 486 (quatre cent quatre-vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Victoria. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre aux MM. Boisseau, de Québec—circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 24 juillet 1900. 3033
[Première publication, 27 juillet 1901.]

FIERI FACIAS.
Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **P** IERRE SAVARD, de la
No 5048. } paroisse de Saint-Ambroise
de-la-Jeune-Lorette, marchand ; contre LOUIS
CHAMBERLAND, du même lieu, à savoir :

1° L'usufruit du lot No 881 (huit cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, durant la vie de Louis Chamberland, du même lieu, étant une terre à bois située concession Saint-Raphaël—circonstances et dépendances.

2° L'usufruit du lot No 756 (sept cent cinquante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, durant la vie de Louis Chamberland, du même lieu, étant une terre située concession nord ; à distraire le terrain pris par le chemin de fer de Québec et Lac Saint Jean—circonstances et dépendances.

3° L'usufruit du lot No 693 (six cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, durant la vie de Louis Chamberland, du même lieu, étant un emplacement situé concession Grand-Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, le SEIZIEME jour d'A O U T prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 11 juillet 1901. 2923-2
[Première publication, 13 juillet 1901.]

the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 24th July, 1901. 3032
[First published, 27th July, 1900.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T** HE CITY OF QUEBEC ;
No. 2669. } against NOEL TARDIF, of
our city of Quebec, in our district of Quebec,
laborer, to wit :

Lot No. 678 (six hundred and seventy-eight), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on Colomb street. Subject to an annual rent of \$5.00, payable on the 29th of September to the Messrs. Boisseau, of Quebec—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 24th July, 1901. 3030
[First published, 27th July, 1901.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T** HE CITY OF QUEBEC ;
No. 2549. } against ANTOINE JAC-
QUES, of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit :

Lot No. 486 (four hundred and eighty-six), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on Victoria street. Subject to a yearly rent of \$5.00, payable on the 29th of September to the Messrs. Boisseau—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 24th July, 1901. 3034
[First published, 27th July, 1901.]

FIERI FACIAS.
Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } **P** IERRE SAVARD, of the
No. 5048. } parish of Saint-Ambroise-de-
la-Jeune-Lorette, merchant ; against LOUIS
CHAMBERLAND, of the same place, to wit :

1. The usufruct of lot No. 881 (eight hundred and eight-one), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, during the lifetime of Louis Chamberland, of the same place, being a woodland situate in the Saint Raphael concession—circumstances and dependencies.

2. The usufruct of lot No. 756 (seven hundred and fifty-six), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, during the lifetime of Louis Chamberland, of the same place, being a land situate in the north concession ; reserving the land taken off by the Quebec and Lake Saint John Railway—circumstances and dependencies.

3. The usufruct of lot No. 693 (six hundred and ninety-three), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, during the lifetime of Louis Chamberland, of the same place, being a lot situate in the Grand-Saint-Antoine concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, on the SIX-TEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 11th July, 1901. 2924
[First published, 13th July, 1901.]

FIERI FACIAS.*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **PIERRE SAVARD**, de Saint
No 356. } Ambroise-de-la-Jeune Lo-
rette, marchand ; contre **ROSALBA GAGNON**, de
la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette,
veuve de Eugène Chamberland, en sa qualité de
tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage
avec le dit Eugène Chamberland, à savoir :

1° Le lot No 881 (huit cent quatre-vingt-un), du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-
de-la-Jeune-Lorette ; à la charge de l'usufruit du
dit immeuble sa vie durant par Louis Chamberland,
du même lieu, étant une terre à bois située conces-
sion Saint-Raphaël—circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 756 (sept cent cinquante six), du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-
de-la-Jeune-Lorette ; à la charge de l'usufruit du dit
immeuble sa vie durant, par Louis Chamberland, du
même lieu, étant une terre située concession nord ;
à distraire le terrain pris par le chemin de fer de
Québec et Lac Saint-Jean—circonstances et dépen-
dances.

3° Le lot No 693 (six cent quatre-vingt-treize),
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-
Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; à la charge de l'usu-
fruit du dit immeuble sa vie durant, par Louis Cham-
berland, même lieu, étant un emplacement situé
concession Grand-Saint-Antoine—avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, le
SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à **DIX** heures
du matin.

Bureau du Shérif, J. B. AMYOT,
Député Shérif.
Québec, 11 juillet 1901. 2921-2
[Première publication, 13 juillet 1901]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—Rimouski.*

No 1467. } **VICTORIA BUIES ET AL.**
Demandeurs ; vs. **JOSEPH**
LARRIVÉE, Défendeur, savoir :

Une terre de huit arpents de front sur vingt six
de profondeur, plus ou moins, étant les numéros
quatre cent quatre-vingt et quatre cent quatre-vingt-
un (480 et 481), du cadastre officiel de la paroisse de
Saint-Fabien—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Fabien, le **VINGT-SEPTIEME**
jour d'AOUT 1901, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 24 juillet 1901. 3085
[Première publication, 27 juillet 1901.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.*Québec Circuit.*

Québec, to wit : } **PIERRE SAVARD**, of the
No. 356. } parish of Saint Ambroise-
de-la-Jeune-Lorette, merchant ; against **ROSALBA**
GAGNON, of the parish of Saint-Ambroise-de-la-
Jeune-Lorette, widow of Eugène Chamberland, in
her quality of tutrix to the minor children issue of
her marriage with the said Eugène Chamberland,
to wit :

1. Lot No. 881 (eight hundred and eighty-one),
of the official cadastre for the parish of Saint-
Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; subject to charge of
the usufruct of the said immovable during his life-
time in favor of Louis Chamberland, of the same
place, being a woodland situate in the Saint Raphaël
concession—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 756 (seven hundred and fifty-six), of
the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-
de-la-Jeune-Lorette ; subject to the charge of the
usufruct of the said immovable during his lifetime,
in favor of Louis Chamberland, of the same place,
being a land situate in the north concession ; reserv-
ing the land taken off by the Quebec and Lake
Saint John Railway—circumstances and depen-
dencies.

3. Lot No. 693 (six hundred and ninety-three),
of the official cadastre for the parish of Saint
Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; subject to the charge
of the usufruct of the said immovable during his
lifetime, in favor of Louis Chamberland, of the
same place, being a lot situate in the Grand-Saint-
Antoine concession—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, on the **SIX-**
TENTH day of **AUGUST** next, at **TEN** of the
clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. B. AMYOT,
Deputy Sheriff.
Québec, 11th July, 1901. 2922
[First published, 13th July, 1901.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—Rimouski.*

No. 1467. } **VICTORIA BUIES ET AL.**
Plaintiffs ; vs. **JOSEPH**
LARRIVÉE, Defendant to wit :

A land of eight arpents in front by twenty-six in
depth, more or less, being numbers four hundred
and eighty and four hundred and eighty-one (480
and 481), of the official cadastre of the parish of
Saint Fabien—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Fabien, on the **TWENTY-SEVENTH** day of
AUGUST, 1901, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,
Sheriff's Office, Shérif.
Rimouski, 24th July, 1901. 3086
[First published, 27th July, 1901.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and places mentioned below.

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **HENRI SIMARD**, de la
No 1362. } paroisse de la Malbaie,
curateur dûment autorisé en vertu de l'article 879
du code de procédure civile de la province de
Québec, comme curateur aux biens de **WILLIAM
BERGERON**, de la Malbaie susdite, et de **Théodule
Bouchard**, de la Petite-Rivière Saint-François
Xavier, faillis, et **Thomas Louis Bergeron**, du dit
lieu de la Malbaie, requérant, à savoir :

Comme appartenant à **William Bergeron**, l'un des
faillis :

La moitié indivise du lot numéro cent quatre-
vingt-trois (183), du cadastre officiel de la paroisse
de la Petite-Rivière Saint-François Xavier, dans le
premier rang, mesurant au total un arpent, quatre
perches, dix pieds et dix pouces sur environ cinq
arpents de profondeur ; bornant vers le sud-est
par la haute mer, vers le nord-ouest par la rivière
Du Sot, qui traverse le terrain, vers le nord-est
par le lot numéro cent quatre-vingt-deux (182), vers
le sud-ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-
six (186)—avec la moitié indivise du moulin à
scie, des dalles, chaussées appartenant au dit moulin,
ainsi que des autres bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de la Petite-Rivière Saint-François-Xavier,
le **VINGT-HUITIEME** jour d'**AOUT** prochain, à
DIX heures du matin. Le dit bref rapportable
suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,
Malbaie, 23 juillet 1901.

[Première publication, 27 juillet 1901.]

Shérif.
3045

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS**

District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **HENRI SIMARD**, of the
No. 1362. } parish of Malbaie, curator
duly authorized in virtue of article 879 of the
code of civil procedure of the province of Quebec, as
curator to the estate of **WILLIAM BERGERON**, of
Malbaie aforesaid, and of **Théodule Bouchard**, of
La Petite Rivière Saint François Xavier, and
Thomas Louis Bergeron, of Malbaie aforesaid,
petitioner, to wit :

As belonging to **William Bergeron**, one of the
insolvents :

The undivided half of lot number one hundred
and eighty-three (183), of the official cadastre of the
parish of La Petite Rivière Saint François Xavier,
in the first range, measuring in all one arpent four
perches, ten feet and ten inches by about five arpents
in depth ; bounded on the south east by the high
water mark, on the north west by the river Du Sot,
which crosses the said land, on the north east by
lot number one hundred and eighty-two (182), and
on the south west by lot number one hundred and
eighty-six (186)—with the undivided half of the saw
mill, sluices, dams belonging to the said mill, as
well as of the other buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of La
Petite Rivière Saint François Xavier, on the
TWENTY-EIGHTH day of **AUGUST** next, at
TEN of the clock in the forenoon. Said writ
returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,
Malbaie, 23rd July, 1901.

[First published, 27th July, 1901.]

Sheriff.
3046

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et **HERITAGES** sous mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME OLIVE**
No 77. } **VALLEE**, De-
manderesse ; contre **CYRILLE PETIT** et **JOHNNY
PETIT**, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à **Johnny Petit**, un des
dits défendeurs solidaires :

Un emplacement situé dans le village de la
paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, de la
contenance de soixante et dix pieds de front au
chemin public, et de cent cinq pieds de largeur à la
profondeur, sur une profondeur de cent dix pieds
dans la ligne sud-ouest et de cent dix-sept
pieds dans la ligne nord-est sans aucune garantie
de mesure précise, et faisant partie du lot numéro
trois cent vingt-sept (327), des plan et livre de
renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la
dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel ;
borné et renfermé dans les limites suivantes : en
front au dit chemin public, en profondeur à **Luc
Ducharme**, joignant du côté nord-est à **Charles
Pleau dit Richard**, et du côté sud-ouest au dit **Luc
Ducharme**—avec maison et boulangerie et hangar,
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, le
SIXIEME jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures
du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 3 juillet 1901.

[Première publication, 6 juillet 1901.]

Shérif.
2843-2

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DAME OLIVE VALLEE**,
No. 77. } Plaintiff ; against **CY-
RILLE PETIT** and **JOHNNY PETIT**, joint and
several, Defendants.

Seized as belonging to **Johnny Petit**, one of the
said joint and several defendants :

A lot situate in the village of the parish of Notre
Dame du Mont Carmel, containing seventy feet in
front on the public road, and of one hundred and
five feet in width in rear, by a depth of one hun-
dred and ten feet on the south west line, and of
one hundred and seventeen feet on the north east
line, without any warranty of precise measurement,
and forming part of the lot number three hundred
and twenty-seven (327), of the official plan and
book of reference of the registration cadastre of
the parish of Notre Dame du Mont Carmel ;
bounded and comprised within the following limits:
in front by the said public road, in rear by **Luc
Ducharme**, adjoining on the north east side **Charles
Pleau dit Richard**, and on the south west side the
said **Luc Ducharme**—with a house, bakery, barn,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Notre Dame du Mont Carmel, on the **SIXTH** day
of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,
Three Rivers, 3rd July, 1901.

[First published, 6th July, 1901.]

Sheriff.
2844

Avis du Gouvernement

No 1050.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Révocation d'un ordre en conseil.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23e jour de juillet courant (1901), de révoquer l'ordre en conseil No 430, du 29 juin dernier, concernant la municipalité scolaire de "Mirabel," dans le comté des Deux Montagnes. 3081

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, les requérants s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Strathcona Rubber Company".

Le but pour lequel l'incorporation de la compagnie est demandée est : de manufacturer des vêtements, vêtements cirés, vêtements en caoutchouc et toute sorte d'articles en caoutchouc, avec sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal.

Le fonds social de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Les requérants sont : Eleazer L. Rosenthal, manufacturier ; Aristide M. Joncas, commis ; Joshua Rosenthal, commis ; James Crankshaw, avocat, et William Campbell, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, lesquels sont tous sujets anglais.

Les dits Eleazer L. Rosenthal, Aristide M. Joncas et Joshua Rosenthal seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

JAS. CRANKSHAW,

Procureur des requérants.

Montréal, 25 juillet 1901.

3083

Government Notice

No. 1050.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Revocation of an order in council.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 23rd of July instant (1901), to revoke order in council No. 430, of the 29th of June last, concerning the school municipality of "Mirabel," in the county of Two Mountains. 3082

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, His Honor the Lieutenant Governor in council will be petitioned for letters patent constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name of "The Strathcona Rubber Company".

The company's incorporation is sought : for the purpose of manufacturing clothing, oil clothing, rubber clothing and all kinds of rubber goods, with its chief place of business in the city of Montreal.

Its capital stock will be \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The petitioners are : Eleazer L. Rosenthal, manufacturer ; Aristide M. Joncas, clerk ; Joshua Rosenthal, clerk ; James Crankshaw, advocate, and William Campbell, manufacturer, all of the city and district of Montreal, and all british subjects.

The said Eleazer L. Rosenthal, Aristide M. Joncas and Joshua Rosenthal being the first directors of the said company.

JAS. CRANKSHAW,

Attorney for petitioners.

Montreal, 25th July, 1901.

3084

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 30**

- ANNEXION DE MUNICIPALITÉ** :—Divers lots de Saint-Donat à Saint-Joseph de Lepage, comté de Matane, 1663.
- ANNONCEURS** : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1597.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE DE LA** :—Chateauguay and Northern Railway Coy, 1608.
- AVIS AUX secrétaires-trésoriers**, 1597.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1606 ; Conseil législatif, 1604.
- EXAMEN DES CANDIDATS A LA CHARGE D'INSPECTEURS D'ÉCOLES**, 1604.
- EXAMEN DES CANDIDATS pour licence de mesureurs de bois**, 1604.
- FAILLIS** :—Au Grand Bazar, 1613 ; Cohen, 1612 ; Côté, 1613 ; Daigneault & Cie, 1613 ; Detlefs, 1614 ; Gagnon, 1612 ; Lalonde, 1611 ; Morrison, 1613 ; Mourand, Bodard & Cie, 1612 ; National Corset Manufacturing Coy, 1612 ; Popliger, 1612 ; Porter Conrad Importing Coy, 1614 ; Savard, 1614 ; Sykes, 1613.
- LETRES PATENTES, DEMANDES DE** :—La Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1611 ; The Strathcona Rubber Coy, 1624 ; The Three Rivers, gas, heating and power Coy, 1610.
- LETRES PATENTES EMISES** :—La Cie Lapointe, 1601 ; Le Club Saint-Ours, 1602 ; The Lake Mégantic Furniture Coy, 1601 ; The Quebec Asbestos Coy, 1601 ; The Quebec Combination Rack Coy, 1602.
- MINUTES DE NOTAIRES TRANSFÉRÉES** :—De Téléphore Fortin à Jos. Onéz. Paré, 1603 ; De Eugène Fontaine à Ant. Raoul Leduc, 1604.
- MUNICIPALITÉ** :—Publication dans une seule langue, demande accordée :—Marston-Sud, comté de Compton, 1603.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :—Ordre en conseil révoqué :—Mirabel, comté des Deux-Montagnes, 1624.
- NOMINATIONS** :—*Députés protonotaires* :—Montréal, 1598.
Juges de Paix :—Arthabaska, 1598 ; Joliette, 1598 ; Montréal, 1598 ; Ottawa, 1598.
Juges de paix, en vertu de l'art. 2572, S. R. :—District de Richelieu, 1598 ; Province de Québec, 1598.
- PROCLAMATIONS** :—Canton d'Angoulême établi, 1598 ; Convocation des Chambres, 1600.
- RATIFICATIONS** : *Ex-parte* :—Dme Daigneau, 1605 ; Dme Ste-Marie et al, 1614.
- RÉSOLUTION** :—Annexer au village Deschailions partie de la paroisse de Saint-Jean-Deschailions, 1608.
- SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Blondin vs Boucher, 1609 ; Latreille vs Roy, 1609 ; Martel vs Carreau, 1609 ; Nicholson vs Whitehead, 1609 ; Poudrette vs Bourgeois, 1609.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 30**

- MUNICIPALITY ANNEXED** :—Several lots of Saint Donat to Saint Joseph de Lepage, county of Matane, 1603.
- ADVERTISERS** :—*Notice to* :—Respecting notices &c, 1597.
- GENERAL SPECIAL MEETING OF THE** :—Chateauguay and Northern Railway Coy, 1608.
- NOTICE to secretary-treasurers**, 1597.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** :—*Notices Respecting the* :—Legislative Assembly, 1606 ; Legislative Council, 1604.
- EXAMINATION OF CANDIDATES TO THE CHARGE OF SCHOOL INSPECTORS**, 1604.
- EXAMINATION OF CANDIDATES for license as lumber cullers**, 1604.
- INSOLVENTS** :—Au grand Bazar, 1613 ; Cohen, 1612 ; Côté, 1613 ; Daignault & Co., 1613 ; Detlefs, 1614 ; Gagnon, 1612 ; Lalonde, 1611 ; Morrison, 1613 ; Mourand, Bodard & Co., 1612 ; National Corset Manufacturing Coy, 1612 ; Popliger, 1612 ; Porter Conrad Importing Coy, 1614 ; Savard, 1614 ; Sykes, 1613.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** :—La Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1611 ; The Strathcona Rubber Coy, 1624 ; The Three Rivers gas, heating and power Coy, 1610.
- LETTERS PATENT GRANTED** :—The Lapointe Coy, 1601 ; Le Club Saint Ours, 1602 ; The Lake Mégantic Furniture Coy, 1601 ; The Quebec Asbestos Coy, 1601 ; The Quebec Combination Rack Coy, 1602.
- MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED** :—From Téléphore Fortin to Jos. Onéz. Paré, 1603 ; From Eugène Fontaine to Ant. Raoul Leduc, 1604.
- MUNICIPALITY** :—Publication in one language only —application granted :—Marston South, county of Compton, 1603.
- SCHOOL MUNICIPALITY** :—Order in council revoked :—Mirabel, county of Two Mountains, 1624.
- APPOINTMENTS** :—*Deputy protonotaries* :—Montreal, 1598.
Justices of the peace :—Arthabaska, 1598 ; Joliette, 1598 ; Montreal, 1598 ; Ottawa, 1598.
Justices of the peace in virtue of art. 2572, S. R. :—District of Richelieu, 1598 ; Province of Quebec, 1598.
- PROCLAMATIONS** :—Township of Angouleme established, 1598 ; Parliament convoked, 1600.
- RATIFICATIONS** : *Ex-parte* :—Dme Daigneau, 1605 ; Dme Ste Marie et al, 1614.
- RESOLUTION** :—To annex to the village Deschailions part of the parish of Saint Jean Deschailions, 1608.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Blondin vs Boucher, 1609 ; Latreille vs Roy, 1609 ; Martel vs Carreau, 1609 ; Nicholson vs Whitehead, 1609 ; Poudrette vs Bourgeois, 1609.

TATIF des annonces de la *Gazette Officielle de Quebec*, 1597.

FERRERES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.*—Cantons Addington, 1603 ; Suffolk, 1603.

VENTES PAR LES SHERIFS :

KAMOURASKA :—Dme St. Aubin *et vir* vs Morin, 1615.

MONTREAL :—Baribeau vs Carle *ès-qual*, 1619 ; Garand *et al* vs Roussin, 1617 ; Kent *et al*, *ès-qual*, vs Lichtenhein, 1616 ; La cité de Sainte-Cunégonde vs Brunet *et al*, 1619 ; Phillips vs Phillips, 1619 ; Prevost, failli, 1616 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Robitaille *et al*, 1618.

QUÉBEC :—La cité de Québec vs Tardif, 1621 ; La cité de Québec vs Dme Morissette, 1620 ; La cité de Québec vs Jacques, 1621 ; Savard vs Chamberland, 1621 ; Savard vs Dme Gagnon *ès-qual*, 1622.

RIMOUSKI :—Buies *et al* vs Larrivée, 1622.

SAGUENAY :—Bergeron & Bouchard, faillis, 1623.

TROIS-RIVIÈRES :—Dme Vallée vs Petit *et al*, 1623.

TARIFF of advertizements in the *Quebec Official Gazette*, 1597.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.*—Townships Addington, 1603 ; Suffolk, 1603.

SHERIFF'S SALES :

KAMOURASKA :—Dme St. Aubain *et vir* vs Morin, 1615.

MONTREAL :—Baribeau vs Carle *ès-qual*, 1619 ; Garand *et al* vs Roussin, 1617 ; Kent *et al*, *ès-qual*, vs Lichtenhein, 1616 ; La cité de Sainte-Cunégonde vs Brunet *et al*, 1619 ; Phillips vs Phillips, 1619 ; Prévost, insolvent, 1616 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Robitaille *et al*, 1618.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Tardif, 1621 ; The city of Quebec vs Dme Morissette, 1620 ; The city of Quebec vs Jacques, 1621 ; Savard vs Chamberland, 1621 ; Savard vs Dme Gagnon *ès-qual*, 1622.

RIMOUSKI :—Buies *et al* vs Larrivée, 1622.

SAGUENAY :—Bergeron & Bouchard, insolvents, 1623.

THREE RIVERS :—Dme Vallée vs Petit *et al*, 1623.